

le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 308
LE NUMERO : 2 FF
15 FB - 1 FS
7 au 20 mars 1980

Avec la magnifique révolte des ouvriers d'Izmir

De Turquie, un nouvel encouragement à reprendre la guerre des classes

« Le calme est revenu à Izmir », écrivait avec soulagement un journal bourgeois le 18 février dernier. Le calme est revenu, assurément. Mais pour parvenir à ce résultat, la bourgeoisie turque a dû lancer 10.000 soldats dotés de blindés et appuyés par des hélicoptères et des

avions de reconnaissance contre les ouvriers d'un faubourg d'Izmir, la troisième ville du pays. Ceux-ci n'ont cédé qu'après plusieurs jours d'une résistance acharnée et héroïque.

La décision du gouvernement de licencier plusieurs centaines d'ouvriers de l'usine de Taris appartenant à un complexe agro-industriel contrôlé par l'Etat a mis le feu aux poudres. Ces travailleurs étaient accusés d'avoir des sympathies de gauche, pour la simple raison qu'ils étaient combattifs et résistaient à l'exploitation quotidienne. Leurs camarades de travail ne se sont pas trompés sur le sens de la mesure. Ils ont immédiatement occupé l'usine. Le 8 février, ils ont résisté par la force à l'intervention de la police, ne cédant pas d'un pouce malgré la perte de deux camarades et de nombreux blessés.

Lorsque d'importants détachements de la gendarmerie et de l'armée sont venus épauler la police, réduite à l'impuissance par la détermination des ouvriers de Taris, c'est toute la population ouvrière, hommes, femmes et enfants des quartiers misérables et des bidonvilles proches de l'usine, qui est venue à la rescousse. On ne s'est pas contenté de manifester. On a dressé des barricades et creusé des tranchées pour empêcher le passage des blindés et bloquer la circulation. Le 11, un groupe de jeunes a fait irruption au siège du parti gouvernemental pour y déposer une bombe. Avant de

repartir ils ont écrit sur les murs : « la seule voie, c'est la révolution ». Il a fallu plusieurs jours à l'armée pour reprendre l'usine et les quartiers où s'étaient retranchées les familles ouvrières, et celle-ci fut plus d'une fois contrainte de reconquérir les maisons une à une. Le 14 février 1.500 ouvriers ont été arrêtés, le samedi 16, 4.000. Tous ont été parqués dans les stades de la ville. Combien de morts la classe ouvrière a-t-elle perdus dans sa farouche et magnifique résistance aux forces de répression ?

Cette répression massive avait d'ailleurs été précédée d'autres épisodes. Ainsi, en décembre, la police avait envahi une huilerie sous prétexte de rechercher des armes cachées par des « terroristes », faisant 15 blessés parmi les ouvriers et en arrêtant 275. Le même scénario s'était reproduit quelques jours plus tard dans une filature de coton (18 ouvriers blessés, 250 arrestations). Peu après, ce fut le tour d'une autre usine textile (10 blessés, 500 arrestations), cependant que des fusillades nourries éclataient dans les quartiers ouvriers.

La presse bourgeoise cache la réalité en parlant d'affrontements entre « groupes d'extrême gauche » et policiers. Ici comme là-bas, les bourgeois « expliquent »

DANS CE NUMERO

- Passé et présent de la doctrine Carter
- Les trotskystes et l'Afghanistan
- Grèves : Iran, Angleterre
- Recrudescence d'assassinats d'immigrés
- Lutte contre les discriminations frappant la femme prolétaire

les faits qui dérangent par l'action des « terroristes » ! Ils sont pourtant obligés de reconnaître que le gigantesque appareil répressif déployé par l'Etat turc ne se trouve pas cette fois devant une poignée d'adeptes du « terrorisme romantique », un petit nombre de « libéraux à la bombe » audacieux mais isolés. Il se trouve bien face aux prolétaires d'usines entières, décidés à se battre en solidarité avec leurs frères qui sont jetés sur le pavé parce qu'ils ne sont pas disposés à courber l'échine, et face à une population décidée à les appuyer dans la rue et, s'il le faut, sur les barricades.

(suite page 2)

Face à l'austérité, assez d'actions-bidon, la lutte ouverte !

Le chômage a encore augmenté en France (d'après la CGT on serait près de 2 millions de chômeurs), tandis que le pouvoir d'achat accuse des baisses officielles de 2 à 4 %. Et Barre a commenté l'augmentation des prix de 1,9 % en janvier en félicitant les travailleurs — c'est-à-dire en fait les directions syndicales — de leur « modération en matière de revendications » et en appelant à de nouveaux efforts. De son côté, en février, la CGT a organisé une « semaine d'action » : conférences de presse, « rencontre-témoignage » animée par G. Séguin... : c'est ce que la CGT appelle « passer à l'offensive ». Les travailleurs de la SNCF auront droit, eux, en supplément, à un débrayage particulier début mars : dans ce secteur, il importe de désamorcer le mécontentement face aux suppressions d'emplois, à l'alourdissement de la charge de travail et à la complication accrue des horaires, et surtout il importe d'essayer d'abattre le vent de révolte contre la trahison syndicale qui se manifeste dans certains noyaux de prolétaires combattifs (cf. *Le Prolétaire* n° 305).

Pour les autres, on leur propose de mener cette « action » pour la défense des libertés, et... pour préparer la constitution des fameux « conseils d'atelier », ce serpent de mer que les directions syndicales, et même le gouvernement, ressortent à tout propos. Avant même que la révolte des travailleurs se réveille à nouveau, ils ont prévu un nouveau filet pour l'emprisonner ! Car, Bergeron le clame partout, l'« intransigeance patronale » accumule des matières explosives sous le calme social apparent.

Ce dont les prolétaires ont besoin, ce qu'il leur faudra de plus en plus, ce ne sont pas ces gadgets « basistes » prévus comme une soupape inoffensive, encourageant l'émiettement des luttes, mais des liens organisatifs indépendants de l'encadrement opportuniste et de la tutelle bourgeoise.

Réunions publiques

● A NANTES

Le samedi 15 mars, à 20 h 30,
Centre social et culturel des
Bourderies, rue Saint-Brévin

**Solidarité de classe contre
l'offensive anti-immigrés !**

**Riposte prolétarienne à
l'attaque capitaliste !**

● A LYON

Le jeudi 27 mars à 20 h 30
MAJO, 2, impasse Métral
Villeurbanne (Métro République)

**Afghanistan
Contre les deux camps
impérialistes !**

**Pour la révolution
communiste mondiale !**

Passé et présent de la doctrine Carter

Le capitalisme américain a mis plus de deux siècles d'une existence pleine de vitalité et toujours en expansion, pour enserrer dans son réseau de production et d'échange un territoire presque aussi grand que l'Europe (Russie européenne comprise) et pour en faire, contrairement à celle-ci, un tout unitaire, déborder ensuite bien au-delà des limites de son continent et dicter sa loi à l'ensemble de la planète. Mais un peu de matière grise lui aura suffi pour formuler et répandre sous les noms des présidents successifs, une série de cocktails idéologiques, pompeusement baptisés doctrines, cocktails aux dosa-

Sous un rigorisme plein d'onction, qui ne peut que renvoyer les prolétaires au lien établi par Marx entre capitalisme et protestantisme — la religion qui se fait la championne de l'augmentation maximum des jours de travail et de la diminution des jours fériés, de la glorification du travail de la majorité au bénéfice de l'oisiveté de la minorité — la constante de toutes ces doctrines a toujours été de présenter deux visages tout comme, chez les anciens, la statue de Janus : la paix qu'elle annonçait préluait à la guerre, et la liberté affichée recouvrait l'esclavage.

En 1823, Monroe énonça la doctrine qui porte son nom, et qui interdit à toute puissance européenne d'intervenir dans les Etats indépendants d'Amérique « dans le but de les opprimer ou de contrôler de quelque façon leur destin ». C'était la justification, à l'avance, du monopole que les USA se réservaient tout d'abord dans le domaine de l'extermination des bisons et des Indiens, puis dans celui de « l'oppression ou du contrôle » des Etats frères du double continent ; c'était le

prélude mystique d'un siècle qui devait connaître son apogée à l'enseigne du « big stick » — le gros bâton — d'une autre doctrine présidentielle, celle de Théodore Roosevelt.

En 1917, Woodrow Wilson proclama *urbi et orbi* sa doctrine de charité, de justice et de paix : ses quatorze points vinrent sanctifier, tels une manne céleste, les milliards accumulés dans la spéculation sur la guerre étrangère et ceux que les U.S.A. se promettaient de tirer de leur propre participation à la guerre et, surtout de leur propre paix, avec comme matière première, dans les deux cas, le sang et la faim des hommes.

Dans les années trente, les discours au coin du feu de Franklin D. Roosevelt remplacèrent les cours ex cathedra : les intellectuels de gauche et l'opportunisme ouvrier en firent leurs délices — c'était l'huile sur les rouages d'une répétition à plus grande échelle de l'expérience wilsonienne, la guerre envisagée comme l'affaire par excellence, *business* de tous les *business*.

En 1947, une fois l'holocauste consommé, ce fut au tour d'Harry Truman de venir en-

doctriner le monde : il s'agissait de « manier le dollar de façon à détruire, zone après zone, l'influence russe ». Pour entourer cette basse besogne d'une auréole altruiste, on mobilisa ciel et terre, la Sainte Bible et la Déclaration des droits de l'homme, la morale évangélique et l'humanitarisme démocratique. Qu'on ne nous objecte pas que le temple de Janus ne fut pas rouvert aussitôt après : en fait, quatre ans ne s'étaient pas encore écoulés que déjà le canon reprenait la parole et rouvrait la voie à une chaîne pratiquement ininterrompue d'interventions militaires, limitées ou étendues, directes ou indirectes, en Asie ou en Afrique, au Moyen-Orient ou en Amérique latine, tandis que, plan Marshall ou plan Wallace aidant, apparaissait sur la scène « un nouveau personnage, l'officier de justice international » qui devait voir confirmer ses pouvoirs, pour nous citer nous-mêmes encore

(Suite page 3.)

(1) « Points » démocratiques et programmes impérialistes, dans *Il Programma comunista*, n° 2 de 1950.

Grèves oubliées en Iran

Fin février, les ouvriers d'une usine pharmaceutique de Téhéran se sont mis en grève. L'affaire a fait du bruit puisqu'à la radio, qui ne dit habituellement rien de rien, le gouvernement iranien a dû consacrer une réunion à se justifier.

Les ouvriers réclament seulement qu'on leur verse leurs salaires que le patron refuse de payer en arguant de la situation économique du pays. Pour le forcer à payer, les ouvriers l'ont attaché avec des cordes.

Des émissaires de Bani Sadr sont venus pour tenter de le libérer. En vain. Il ne restait devant la fermeté des ouvriers qu'à chercher à les déloger par la force. Quelques heures plus tard, les gardiens de la révolution islamique sont arrivés à leur tour, mais cette fois avec leurs armes, en Range Rover militaire. Ils ont entouré l'usine et tiré en l'air. Les ouvriers ne se sont pas laissés intimider et des affrontements ont eu lieu.

Malgré la résistance des travailleurs qui ont démolé les voitures des gardiens, ces derniers se sont emparés des bureaux en ouvrant le feu sur les ouvriers. La radio aurait fait état d'une douzaine de blessés.

De tels événements ne sont pas isolés. En décembre, une puissante grève a eu lieu dans une aciérie d'Abadan. Les ouvriers, à côté de revendications comme la nationalisation de l'entreprise, réclamaient aussi le salaire aux chômeurs, une augmentation des salaires et la titularisation immédiate de tous les hors-statut.

Fin janvier, les ouvriers d'une usine ont réagi à la mort d'un camarade de travail provoquée par un accident et s'en sont pris aux gérants et au patron. Le chef du « conseil ouvrier islamique » est intervenu pour protéger ces derniers : l'accident du travail n'était pas dû au patron, mais à la « volonté de Dieu » ! Les ouvriers ne l'ont pas cru, et se sont mis en grève pour une meilleure sécurité dans l'usine et « la suppression des gérants et des patrons » !

Fin février, il y a eu, toujours à Abadan, une manifestation d'ouvriers actifs, de licenciés et de jeunes chômeurs.

Bani Sadr aura beaucoup à faire pour convaincre la classe ouvrière de sa « dialectique de la non-contradiction » !

De Turquie, un nouvel encouragement à reprendre la guerre de classe

(suite de la page 1)

Derrière cette authentique révolte prolétarienne, il y a la faillite totale d'une économie trop faible pour supporter la concurrence des grands pays d'Europe qui réagissent à la crise internationale en fermant leurs frontières aux produits turcs. Il y a le chômage déjà élevé dans ces conditions, mais encore aggravé par le retour des émigrés d'Allemagne, et qui atteint désormais 3 millions d'habitants sur une population totale de 36,5 millions. Il y a les produits de consommation courante, dont les prix s'envolent à un taux d'inflation atteignant 100 % et, surtout, qui commencent à manquer. Il y a les Shylocks de la finance internationale qui exigent du gouvernement des mesures d'austérité toujours plus sévères. Il y a la bourgeoisie turque (majorité et opposition confondues) qui, pour payer le prix de la « solidarité » de ses aînées occidentales, se lance dans un militarisme effréné, dont le poids sur les masses ouvrières et paysannes pauvres est déjà insupportable.

Dans ces conditions, qu'il faille 10.000 militaires armés de blindés et d'hélicoptères pour déloger après quelques jours de combat quelques milliers de prolétaires (en comptant leurs familles) à peine armés de pioches, de quelques malheureux revolvers et de cocktails Molotov, et pour « nettoyer » ces quartiers misérables où la force de travail afflue des campagnes, entassée comme du bétail dans d'horribles masures, est-ce vraiment un hasard ? « Le calme est revenu à Izmir ». Mais pour combien de temps ?

**

Une des erreurs communes dans l'évaluation de la signification et de la portée véritables de la crise mondiale du capitalisme est de la juger au seul étalon des conditions de vie et de travail dans les

métropoles impérialistes ou, plus généralement, dans les pays qui sont industrialisés de longue date et en profondeur. Ce sont au contraire les aires « émergentes » de la planète, les pays qui ont tout juste fait leur révolution nationale-démocratique ou qui, comme c'est le cas de la Turquie, récoltent aujourd'hui pleinement les fruits dorés de la révolution bourgeoise désormais vieille d'une demi-siècle, qui nous permettent vraiment de « tâter le pouls » de la crise sociale qui se développe globalement et d'en mesurer la profondeur exacte.

C'est là que les sommets de l'exploitation de la classe ouvrière tout juste née du bouleversement de l'économie agraire traditionnelle se combinent avec ceux de l'oppression et de la répression exercées par un Etat que les exigences de l'accumulation accélérée du capitalisme obligent à être au plus haut degré centralisateur, cuirassé, policier, et par une société qui ne peut pas se permettre le luxe d'amadouer la classe exploitée avec des « réformes de structure », des « garanties » et des « prébendes ». C'est là que la crise économique s'abat sur des structures particulièrement fragiles et que les tensions du marché mondial se répercutent sur les classes et les couches sociales les plus basses de la société (et donc pas uniquement prolétariennes), sans qu'existent, pour en atténuer les secousses, d'efficaces amortisseurs politiques et sociaux.

Pour toutes ces raisons, c'est là que la lutte des classes, encore assoupie et en retard dans les grands pays industriels, explose avec force, mais aussi pour ainsi dire à l'état pur : les barrières d'atelier, d'usine, de catégorie volent en éclats, la solidarité entre camarades de travail est immédiate et totale ; elle se nourrit, de plus, de la solidarité « extérieure » des camarades de quartier ; la force du nombre, bien que dans des conditions d'infériorité technique (en armes en tous gen-

res, mais aussi en direction organisationnelle, pour ne pas dire politique), a raison, au moins temporairement, des forces de l'ordre pourtant armées jusqu'aux dents et utilisées sans limites ni réserve.

C'est là que les conflits du travail assument directement, en sautant par dessus toutes les défenses avancées, le caractère de heurts avec l'appareil étatique central de domination de la classe exploitée. C'est là que les moyens et les méthodes classistes de résistance et d'attaque sont redécouverts, non seulement sans que personne en ait prêché l'adoption, mais même malgré cent prédications opposées, par un prolétariat tout juste né mais se heurtant déjà au mur d'acier du système du salaire, de la marchandise, de l'argent et du capital.

C'est là que le prolétariat des pays hautement industrialisés doit voir comme dans un miroir son propre avenir, qui n'est peut-être plus si éloigné. C'est de là que vient non l'enseignement abstrait, mais l'encouragement matériel à reprendre le chemin de la guerre de classe, non plus à travers un lent et graduel processus de recomposition de ce qui était dispersé, mais dans de brusques élans qui brûlent les étapes de décennies entières.

Si les révolutionnaires marxistes savent faire fructifier la situation objective en fournissant à leurs frères des pays neufs, sur place et dans l'émigration, le trésor de la « science » condensée dans le parti, et en répondant sur le même terrain et avec les mêmes armes à leur vigoureux appel, c'est bien dans ce combat que se préparent les conditions de la victoire révolutionnaire mondiale.

L'ordre règne à Izmir, exultent les bourgeois. L'histoire ne tardera pas à montrer que leur ordre repose sur des fondations d'argile. Les prolétaires de Turquie aujourd'hui, comme ceux d'Egypte, de Tunisie, de Palestine ou d'Iran hier, nous envoient ce message grandiose. A nous de le recevoir !

En Turquie, le poing de la démocratie

Les émeutes ouvrières d'Izmir s'inscrivent dans un contexte social en effervescence croissante. Déjà en décembre des milices d'extrême droite proches du parti fascisant de l'Action Nationale du colonel Turkes, avaient attaqué un quartier ouvrier dont la majorité de la population était d'origine alauuite et avaient massacré des centaines de travailleurs. Mais cette soi-disant opposition religieuse n'était en réalité que le prétexte permettant aux forces bourgeoises de briser sauvagement et préventivement toute résistance prolétarienne, et de se préparer à des actions plus importantes encore. Nous expliquions alors, dans un tract de parti, que la Turquie ayant connu un développement en retard sur celui des pays hautement industrialisés, la lutte des classes pouvait prendre appui parfois sur les signes apparents de ce retard et s'exprimer sous le masque d'oppositions religieuses et tribales ayant existé autrefois, avant le développement du capitalisme en Turquie, mais aujourd'hui vidées de tout contenu réel et autonome.

Si les massacres de Kahramanmaraş ont été perpétrés par des forces d'extrême droite, c'est bien parce que ces groupes fascistes pouvaient mener impunément leur action à l'ombre de l'Etat capitaliste dirigé alors par le gouvernement « social-démocrate » d'Ecevit. Aujourd'hui ils continuent la même besogne avec la bénédiction du gouvernement Demirel installé depuis novembre 1979. D'ailleurs, dès janvier 1979, le gouvernement Ecevit, à la suite de ces massacres, avait instauré l'état de siège dans 18 départements de Turquie, état de siège qui aujourd'hui encore reste en vigueur. Cela montre bien que la bourgeoisie turque et son Etat, suivant en cela les leçons données par leurs maîtres impérialistes occidentaux, utilisent à la fois la violence para-légale des milices fascistes et la violence légale qui recouvre du vernis démocratique l'intervention ouverte de l'armée grâce à l'instauration de l'Etat de siège. Une fois de plus loin de s'exclure, démocratie et fascisme se complètent pour défendre l'ordre capitaliste !

Aujourd'hui le parti d'Ecevit, le PRP, est retourné se faire une virginité dans l'opposition et a pour tâche de paralyser toute réaction ouvrière trop brutale dans les ornières de la légalité bourgeoise, en prétendant lutter contre le fascisme, et de rassembler dans

un front interclassiste toutes les forces « démocratiques et progressistes ». Il faut reconnaître que tous les groupes politiques d'extrême gauche (et ils sont nombreux) donnent régulièrement dans le panneau même si c'est à travers des polémiques stériles et sectaires entre eux et des « critiques » à l'égard du PRP portant seulement sur l'ampleur des concessions à réaliser pour constituer le front populaire le plus efficace, au lieu de rechercher réellement à épauler les avant-gardes ouvrières qui se dégagent, pour leur permettre de s'organiser et de transformer tout le prolétariat en la véritable force autonome et motrice de la lutte des classes en Turquie. Le PRP peut également compter (en plus de toute la bourgeoisie turque et son Etat) sur la direction de la DISK (syndicat soi-disant « révolutionnaire ») qui a bien été obligée, avec le développement de la lutte à l'usine Taris et dans les quartiers ouvriers d'Izmir, de déclencher une grève générale locale de solidarité de 48 heures ; grève stoppée au bout de 24 heures à cause de prétendues divergences internes et dans le but évident de voiler les véritables oppositions de classe, en recherchant un moyen plus efficace de consolider un front progressiste et pacifique contre les menaces de « fascisation ». On peut s'attendre à ce que d'ici quelque temps la direction de la DISK rende quelques « agitateurs » responsables de la révolte ouvrière et les accuse d'avoir fait le jeu des forces favorables au développement du fascisme. D'ailleurs le dimanche 17 février la DISK s'est dépêchée de solliciter un rendez-vous... du chef d'état-major de toutes les forces armées afin de contribuer au rétablissement de l'ordre.

Car face à ce mouvement généreux et magnifique des ouvriers d'Izmir, poussés à se défendre contre une offensive généralisée du capitalisme, le véritable enjeu pour la stratégie développée par la bourgeoisie, en l'occurrence le parti de la Justice de Demirel, c'est de rétablir durablement l'ordre. La bourgeoisie va même pour cela jusqu'à faire planer la menace de massacres de masse : « nous pourrions venir à bout de nos ennemis de l'intérieur en un mois, mais nous préférons ne pas provoquer un bain de sang parmi les citoyens ». Voilà le genre d'insinuation délicate auquel se livre, par exemple le chef d'état-major de l'armée (voir le Monde des

17/18-1-80). C'est ce même personnage qui a déclaré au moment de la reprise en main des quartiers ouvriers d'Izmir : « Nous sommes conscients que la sanction pénale seule ne pourra pas avoir une force dissuasive », tout en ajoutant : « l'amélioration des conditions économiques ne pourra pas non plus à elle seule endiguer l'anarchie »...

Mais au fait, de quelle « amélioration des conditions économiques » s'agit-il ? Depuis son installation, le gouvernement Demirel s'efforce de sortir l'économie turque du profond marasme où elle est plongée en cherchant, à la faveur d'une aggravation des contradictions impérialistes et des risques de déstabilisation sociale dans tout le Moyen-Orient, où la Turquie occupe une place stratégique de première importance pour les USA et l'Europe, des crédits et une aide financière auprès des impérialismes occidentaux, auprès desquels la Turquie est déjà endettée pour plus de 25 milliards de dollars, soit plus de la moitié de son PNB. On peut aisément imaginer le poids que représente sur la classe ouvrière une situation financière aussi lourde, quand on sait que pour la seule année 1980 et malgré tous les moratoires et reports de dettes, le service de la dette s'élève à 1,7 milliard de dollars, soit le double des rentrées de fonds dues aux envois des travailleurs émigrés.

En tout cas, tel est le « choix » de Demirel, même s'il est contesté par une partie de la bourgeoisie turque. La livre turque a été dévaluée de 48,50 %, ceci après la dévaluation de 43 % de juin dernier, de nombreux produits viennent de subir une augmentation considérable, jusqu'à 100 % par exemple pour le fuel. Tous les obstacles ont été levés pour les investissements de capitaux étrangers (sauf les capitaux arabes...) et pour l'installation de banques étrangères. « Après un tel coup de balai, notent Les Echos du 28-1, les autorités d'Ankara peuvent espérer voir le FMI accorder une deuxième tranche de 78 millions de dollars de crédits ». Cela peut sembler modeste, mais ce prêt est indispensable pour débloquer une aide de 2,5 milliards de dollars de l'OCDE pour 1980-1981.

Encore fallait-il, pour que la bourgeoisie turque et le capital financier international puissent jouir tranquillement de ces mesures « courageuses et sérieuses » selon l'avis des « experts internationaux », que toute envie

de révolte de la classe ouvrière soit réprimée. Nous ne voyons donc pas un hasard dans le fait que le ministre ouest-allemand des finances soit arrivé à Ankara le 17 février au soir, soit le lendemain du « nettoyage » d'Izmir, avec la première tranche mensuelle de 300 millions de dollars de prêt en poche. Nous ne voyons pas non plus un hasard dans le fait que le chef d'état-major de l'armée se soit plaint le même jour que « des milliers de personnes ont perdu la vie dans les incidents anarchiques » et que « pourtant aucun n'a été châtié » et qu'il ait préconisé en conséquence « la création de tribunaux d'exception pour punir rapidement ceux qui attentent à la sécurité » (Le Monde du 19 février).

Face à cette rage de l'ordre, la résistance des masses ouvrières a été immédiate et si spontanée (il a fallu que l'armée à Izmir protège les commissariats des actions de commando de groupes ouvriers ; quant à la police, pour se venger de son impuissance, elle obligea les ouvriers arrêtés par la soldatesque à chanter l'hymne national en l'honneur des policiers tués et blessés) que, même si le mouvement est momentanément stoppé et défilé, c'est de cette défaite glorieuse que fleurira la victoire émancipatrice future. Déjà Rosa Luxemburg jetait à la face de tous les tenants de l'ordre ce magnifique avertissement dans son dernier article : « Bourreaux stupides ! votre « ordre » est construit sur le sable. La révolution se dressera demain dans toute sa hauteur avec fracas et à votre terreur elle annoncera avec toutes ses trompettes : J'ETAIS, JE SUIS, JE SERAI ! ».

NOUVEAUX TARIFS DES ABONNEMENTS

En raison de l'augmentation des prix du Proletaire les tarifs d'abonnement depuis janvier 1980 sont les suivants :

1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F.

En pli fermé : 1 an : 80 F ; 6 mois : 40 F.

Abonnements de soutien : à partir de 100 F.

Après l'intervention criminelle de l'impérialisme russe en Afghanistan

Variations trotskystes sur le thème de la « défense de l'URSS » (1)

Comme nous le rappelions dans un article récent (*A chacun son « ennemi principal »*, dans *Le Proletaire* n° 305), une des caractéristiques fondamentales de l'opportunisme est que, selon lui, la classe ouvrière aurait toujours « quelque chose à défendre en commun avec telle ou telle fraction des classes dominantes, et donc des alliés possibles dans la lutte, même armée, non pour la révolution, mais pour des conditions prétendument plus favorables, à conquérir préalablement contre l'ennemi baptisé « principal », et considéré comme le responsable essentiel d'une situation qui est en réalité créée par l'ensemble des rapports de production mondiaux ».

Historiquement, cette théorie — que notre parti a justement qualifiée d'intermédiaisme (défense prioritaire d'étapes et de conditions soi-disant « intermédiaires » entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat) — se traduit notamment par la défense du « meilleur » gouvernement bourgeois contre le « pire » : la gauche contre la droite, la démocratie contre le fascisme. Face à la guerre impérialiste, elle conduit à prendre parti pour le « meilleur » camp contre l'autre : la France démocratique contre l'Allemagne des Junkers, l'Allemagne civilisée contre la Russie tsariste barbare, plus tard le bloc des démocraties « éprises de paix » contre l'Axe totalitaire et belliciste...

Dans sa variante trotskyste (1), elle se traduit en particulier par la revendication du « gouvernement ouvrier », ou du gouvernement des partis dits « ouvriers », comme étape intermédiaire sur la voie de la révolution, et sur le plan de la politique « extérieure », par la défense de l'« Etat ouvrier dégénéré » — la Russie —, comme prétendue conquête intermédiaire entre les Etats bourgeois « purs » et la « véritable » dictature du prolétariat.

L'attitude des différents courants trotskystes (2) dans la question de l'Afghanistan illustre, à travers cette justification « théorique » particulière, l'attitude de l'opportunisme de type centriste dans la question de la guerre et de la révolution. Par-delà leurs différences, les prises de position de ces courants présentent un certain nombre de traits communs. Tous estompent la réalité de l'exacerbation des contradictions interimpérialistes, ce qui leur permet d'éluider le problème de l'approche de la guerre mondiale et donc de la préparation du prolétariat à y faire face par le défaitisme révolutionnaire des deux côtés du front. Tous nient le caractère impérialiste de la Russie. Tous subordonnent la révolution à la « défense » des restes prétendus des « conquêtes d'Octobre ».

Cette attitude commune se colore différemment selon la physionomie propre de chacun des courants, et en particulier selon leurs rapports avec les différentes branches de

l'opportunisme de droite — social-démocrate ou post-stalinien — qui, étant elles-mêmes liées à des branches et à des politiques différentes de « leurs » bourgeoisies, les entraînent de fait à s'orienter — quoique toujours au nom de la théorie commune — vers des alignements différents face aux antagonismes réels entre les grandes puissances.

C'est chez la Tendance Spartaciste Internationale — qui en tant que secte semble plus indépendante des opportunistes dominants et poursuit contre vents et marées sa propre idée fixe, la « défense militaire inconditionnelle » de l'impérialisme russe — que l'on trouve la version la plus caricaturale de l'attitude du trotskysme dégénéré. Elle, au moins, ne prend pas de gants avec la « tradition » et déclare sans ambages : « Dans le conflit qui oppose les soldats soviétiques appuyant le Parti Démocratique du Peuple Afghan (PDPA) nationaliste, à des forces féodales et préféodales assistées par l'impérialisme, les marxistes sont du côté des tanks soviétiques. Vive l'Armée rouge ! » (*Le Bolchévick*, organe de la LTF, n° 15, janvier 1980, d'après *Workers Vanguard* n° 247). La dénonciation des « provocations », du « chantage alimentaire » et de l'agressivité militaire des Américains, menés par le « revanchard polonais Brzezinski », le chapitre sur l'arrivage de l'Afghanistan, dominé par les « mullahs » et sur la « demande d'aide militaire » de la part des dirigeants du pays, enfin l'éloge de « l'action militaire de l'URSS [qui] a clairement aidé à la libération des opprimés et à la défense de l'Etat soviétique contre l'impérialisme », rien ne manque à cette franche apologie de l'intervention coloniale russe, qui reprend, en rajoutant, les arguments mêmes du Kremlin.

Aussi la « critique » de la « bureaucratie soviétique » est-elle réduite à sa plus simple expression et ressemble-t-elle plutôt à un encouragement : la TSI lui reproche simplement ses... « illusions pacifistes [...] dans la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme », pour ajouter d'ailleurs avec satisfaction : « Mais de même que l'intransigeance maladroit d'un employeur force parfois les bureaucrates syndicaux les plus conservateurs à appeler à la grève, les leaders septuagénaires du Kremlin en ont eu assez et ont fait ce qu'il y avait à faire ». Le PCF est critiqué par contre parce que trop pro-français et insuffisamment pro-russe, et les autres courants trotskystes dénoncés comme capitulards ou « stalinophobes » (!).

Il n'y a donc pour la TSI aucun doute possible : en Afghanistan la « bureaucratie » et l'« Armée rouge » défendent l'« Etat ouvrier », donc « les trotskystes sont dans un bloc militaire avec les staliniens du même côté des barricades ». Aussi, après avoir caressé un instant le rêve de « rejoindre une brigade internationale pour lutter contre les

mullahs liés à la CIA en Afghanistan », la TSI exhorte-t-elle (sans même la moindre « arrière-pensée » style IV^e Internationale) les gouvernants russes : « *Etendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples d'Afghanistan !* ». Et après une petite révérence devant les icônes trotskystes (« *Seule la révolution politique prolétarienne en Russie peut véritablement restaurer l'Armée rouge et l'Etat soviétique dans leur mission internationaliste et révolutionnaire* ») elle conclut dans l'enthousiasme : « *Mais la libération des masses afghanes a commencé !* ».

A l'opposé de la TSI (et, comme on le verra, du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale), le « Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale » (CORQI lambertiste + morénistes récemment sortis de la IV^e) dénonce le « caractère contre-révolutionnaire de l'intervention, qui nie le droit du peuple afghan à disposer de lui-même », et les arguments « trotskystes » sont utilisés cette fois pour la condamner : « *l'intervention décidée par la bureaucratie est une intervention contre-révolutionnaire dans ses méthodes et son contenu. Elle a aggravé la menace [!] contre les conquêtes de la révolution d'Octobre, dont la bureaucratie est le fossoyeur. Elle n'est en rien un appui à la lutte des masses déshéritées d'Afghanistan contre l'impérialisme, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie [...]. Elle ne représente pas, sous quelque forme que ce soit, une mesure qui relèverait de la défense de l'URSS contre une agression impérialiste. Elle facilite au contraire le déploiement contre-révolutionnaire de l'impérialisme* » (Déclaration du 15-1-1980, dans *Informations ouvrières* n° 932). Et de citer Trotsky (« *La défense de l'URSS se confond pour nous avec la préparation de la révolution internationale* ») pour affirmer de façon « orthodoxe » en en appelant à la « révolution politique » en URSS : « *C'est par là que peut être véritablement assurée la défense de l'URSS. C'est là la défense des conquêtes de la révolution d'Octobre* ».

Bien entendu la révolution est montrée, selon l'habitude du CORQI, comme actuellement en marche à l'échelle mondiale, tandis que les mobiles réels — impérialistes — de l'intervention russe sont présentés comme une invention de la propagande occidentale. La force révolutionnaire actuelle du prolétariat est tout aussi surestimée que les antagonismes inter-impérialistes sont sous-estimés : « *Dans le cadre de la « coexistence pacifique », c'est l'impérialisme qui mène le jeu. Au niveau de la lutte des classes mondiale, c'est le prolétariat qui a l'initiative* ». La perspective de la préparation de la guerre impérialiste est tout simplement ignorée : ceci permet au Comité Paritaire de se laver les mains devant les responsabilités de la pré-

paration du prolétariat à opposer sa riposte à la guerre.

Aussi les phrases « révolutionnaires » restent-elles précisément des phrases. L'attitude pratique est une dénonciation patonique qui renvoie dos à dos les deux antagonistes (avec toutefois une légère accentuation anti-russe) : Le Comité « dénonce les mesures économiques prises contre l'URSS et facilitées par la politique réactionnaire de la bureaucratie. Il dénonce les successeurs de Staline comme les continuateurs de sa politique contre-révolutionnaire à l'échelle mondiale et en URSS même ». Comme on voit, par-delà les nuances verbales et les références théoriques qui lui servent de prétexte, cette attitude converge clairement avec celle de la social-démocratie, qui est elle aussi pour « le droit des peuples » et pour la démocratie en URSS, « anti-impérialiste » et « anti-stalinienne »...

Nous examinerons dans la suite de cet article l'attitude de la IV^e Internationale.

(1) Nous ne traitons pas ici de l'attitude de Trotsky, qui pourra faire l'objet d'un autre article, mais de ses disciples dégénérés. Ce qui chez Trotsky était à l'origine une « formule algébrique », à retirer aussitôt après l'avoir lancée — le « *gouvernement ouvrier* » —, est devenu une tactique obligatoire dans le style révolution par étapes. Ce qui chez lui décollait d'une absence de fermeté théorique et de compréhension de la profondeur de la contre-révolution stalinienne — la « *défense des acquis d'Octobre* » — mais coexistait avec un solide attachement aux principes communistes et avec une lutte acharnée contre le stalinisme (d'où des perplexités et des contradictions dramatiques) est devenu suivisme pur et simple à l'égard du super-opportunisme social-démocrate et post-stalinien, et appui plus ou moins ouvert (après quarante années de confirmations supplémentaires de sa nature) à l'impérialisme russe. Sans parler des déviations nationalistes, qui ne manquent pas de se manifester chez les épigones dès la 2^e guerre mondiale.

(2) On laissera de côté Lutte Ouvrière qui, dans son crétinisme indifférentiste, n'a vu dans les événements d'Afghanistan qu'un « *nouvel exemple d'oppression d'un peuple par la bureaucratie russe* » (un de plus, bof !) et d'entente entre les deux grands pour le « *maintien du statu quo mondial* » (*Lutte de classe* n° 71) et dans la campagne impérialiste qu'une mystification destinée à détourner « les gens » des « *véritables problèmes* » et qui s'est donc pratiquement désintéressée de la question. Mieux : LO a consacré l'éditorial de sa dernière revue (*Lutte de classe* n° 72, 18-2-80) à démontrer qu'une guerre impérialiste du type de la première et de la seconde était désormais devenue impossible... (à suivre)

Passé et présent de la doctrine Carter

(suite de la page 1)

une fois (2), par toute l'histoire ultérieure : qu'il soit porteur « d'aides » ou de « crédits », d'investissements ou de « dons », « nous savons très bien quels sont ses agissements sur le territoire national : il est beaucoup plus puissant que le gendarme, même s'il transporte pour toute arme une vieille sacoche de cuir pleine de paperasses, s'il promène un physique minable et un costume peu glorieux : en fait son salaire est beaucoup plus bas que celui des militaires, recrutés parmi la fleur de la jeunesse et revêtus d'uniformes resplendissants. Mais son pouvoir civil et légal est si terrible que plus d'une fois la victime qui a épuisé tous les expédients de la tragique guerre des paperasses et le voit arriver, désarmé et tremblotant, renonce à l'attaquer ou à le repousser et se fait d'elle-même sauter la cervelle. Quant à lui, il gagne la bataille en gardant les mains propres, le casier judiciaire vierge et l'âme en état de grâce ». Et c'est ainsi qu'au cours d'une intervention militaire ou d'une autre, ou bien dans les longs intervalles qui les séparent, « le dollar, avec son organisation mondiale de secours aux pauvres, est parti à la conquête de l'Europe, sans s'arrêter aux monts Ourals, et en a planifié le succès sans recourir aux missiles atomiques et aux escadrilles d'invasion par le pôle ».

A partir de ce moment et avec des fortunes diverses, mais, somme toute, avec succès, c'est ce genre d'aide charitable qui a assuré avant tout la domination y compris militaire des USA sur la planète. Des politologues pourraient bien rétorquer, non sans une ombre de raison que, pour le Pentagone et la Maison-Blanche, les périodes d'éclipse ont coïncidé, précisément, avec l'éclipse des saines doctrines et avec un accès de cynisme.

Quand Carter apparut au zénith présidentiel et que son acolyte Brzezinski emboucha la trompette des droits de l'homme, le monde de « l'opinion publique » en resta foudroyé : voilà que s'évanouissaient les ombres

funestes de Nixon et de Kissinger et que renaissent les fantômes puritains, humanitaires et réformistes des Kennedy, sortis tous frais de la baignade, après le plongeon non réglementaire de la Baie des Cochons. Nous avons dit : c'est une « doctrine de guerre ». A trois ans de distance, en présence de la nouvelle doctrine Carter, rares sont ceux qui oseraient nier la validité du théorème selon lequel il n'y a aucun message qui annonce plus clairement la mort que le message de vie d'un président américain.

On trouve un autre trait commun dans la série bigarrée des doctrines présidentielles : elles naissent soi-disant, chefs-d'œuvre d'innocence et de candeur, en réponse à la rapacité et à la cruauté des autres. Non seulement elles apportent la paix et annoncent l'indépendance des peuples, mais jamais, au grand jamais, la main qui brandit leur drapeau ne peut être accusée de s'être barbouillée de sang dans une guerre d'agression et d'avoir commis le crime de « lèse-autonomie ». La terre qui leur a donné le jour ne connaît pas les gouvernements fantoques, ignore les Quisling et les Karmal, répugne à la violence en général et à la violence armée et militaire en particulier, et si jamais elle y recourt, c'est la mort dans l'âme, par la faute des autres, contrainte et forcée, et dans le but déclaré (qui oserait en douter ?) de rétablir le règne de la justice, de la liberté et de la paix violées par ce scélérateur de « voisin ». Avec sa doctrine, Monroe réagissait aux velléités colonialistes de la Grande-Bretagne, Wilson aux visées expansionnistes de l'Allemagne, Truman au « néo-impérialisme » du Kremlin : tous trois offraient, dans des langages divers, un secours désintéressé en vivres et en armes à ce qu'on appelait à l'époque le Tiers ou Quart-Monde, qui auraient dû reconnaître — et hélas reconnaissent le plus souvent — en eux l'ange vengeur de la justice et de la fraternité humaine humiliées et offensées.

La doctrine Carter n'échappe ni au premier ni au deuxième aspect de la règle. Sur le Golfe

Persique — dit-elle — pèse la menace du Malin : c'est la paix, l'indépendance des peuples, la stabilité mondiale (et, plus prosaïquement, le pétrole pour tous) qui sont en jeu ; que le Malin suive sa mauvaise nature et fasse un pas de plus, et « ce sera la guerre ». Non que nous autres, anges de la paix, la désirions (la preuve : nous n'avons pas financé le Chah, pas subventionné la Savak et donc pas violé l'indépendance iranienne), mais nous y serons contraints ! Il s'agit là, ajoute-t-elle, de « la menace la plus sérieuse sur la paix mondiale depuis la fin de la seconde guerre mondiale », et la paix, ce bien suprême mis en danger par l'avidité des autres, « ne peut être préservée que si les USA sont prêts à être forts à l'intérieur comme à l'extérieur ». « Personne — a précisé pathétiquement Carter — ne peut porter le fardeau à notre place », même s'il est souhaitable que d'autres nous donnent un coup de main dans la région pour instaurer « un cadre de coopération à des fins de sécurité, qui respecte la diversité des valeurs et des convictions politiques tout en développant l'indépendance, la sécurité et la prospérité de chacun ». Eh oui, « diversité des valeurs et des convictions politiques » parce qu'après toutes les bisbilles avec Khomeiny et ses comités, la Maison-Blanche a enfin reconnu, selon l'expression de Brzezinski, « la vitalité du monde islamique », dont les Etats-Unis « partagent la profonde foi religieuse » (3). Fidèle à l'original, la énième version de la comédie voit d'un côté, au coude à coude avec le gendarme, le prédicateur psalmodiant sur le thème des droits civils, de l'autre, l'officier de justice international : celui-ci empoigne l'arme du blé et du soja, interdits au Coupable et réservés à l'Innocent, celle des sanctions à appliquer au premier pour préserver la candeur immaculée du second. Là aussi, la doctrine Carter a des antécédents.

Le corollaire de la campagne moralisatrice et civilisatrice en cours aujourd'hui, avec Moscou dans le rôle du Traître et Washington dans celui de l'Homme-aux-mains-propres,

c'est le renforcement (en vue de la paix, bien évidemment) du dispositif militaire américain, particulièrement en matière d'armement conventionnel (« *dont la capacité de combat reste, a dit le ministre de la guerre Brown, la seule forme utilisable de la puissance militaire* », faisant silence sur toute forme d'arme « nouvelle ») ; et c'est le renforcement de son réseau d'alliances, de combinaisons et de coalitions diplomatiques et guerrières en Asie et, si possible, en Europe, réseau déjà en vigueur ou encore en formation : la fermeture du cercle de fer et de feu autour de la Russie sacrilège, immorale et blasphématoire, avec les mêmes arguments que ceux qu'emploie cette dernière, ceux de toute-puissance capitaliste, grande ou petite, pour justifier ses agissements.

En réalité, c'est autour des prolétaires de toute la planète que se resserre le cercle de fer et de feu. Il ne sera brisé ni par les psaumes des curés ni par les invocations des intellectuels, ni par les marches et les jeûnes des pacifistes — lesquels, d'ailleurs, si la guerre éclatait, se transformeraient immédiatement en sermons, en meetings et en manifestations bellicistes. Il ne pourra être brisé par aucun des mouvements et des forces sociales qui sont liés à cette même idéologie hypocrite et mensongère — partagée par Moscou — de justice, de liberté, de fraternité et de paix, pour laquelle on a appelé les prolétaires de tous les pays à s'entre-égorger au cours de deux guerres mondiales et au nom de laquelle le capitalisme a érigé, autour de son centre Wall Street, l'édifice immonde de ses paix mensongères et de sa véritable, et féroce, domination.

C'est là ce que doit nous rappeler, ou nous enseigner, contre toutes les déclarations pharisiennes de son auteur comme de ses prétendus ennemis, la doctrine Carter.

(2) *America*, in *Prometeo*, n° 7 de 1947.

(3) Citations extraites de *La Repubblica* et *Le Monde*.

Face à la recrudescence d'assassinats d'immigrés non pas jérémiades démocratiques mais riposte de classe!

Avec le développement de la campagne anti-immigrés, qui se manifeste notamment au travers des lois Barre-Bonnet-Stoléru, apparaît une recrudescence d'assassinats d'immigrés.

De tels actes — ratonnades, sévices policiers, assassinats (la presse a fait état ces dernières semaines de trois meurtres, à Valenton, à Vitry et à Strasbourg) — sont en effet la conséquence sanglante d'une campagne systématique contre les immigrés et de la propagande chauvine contre « l'étranger », qui s'appuie sur l'état d'exception légal auquel est soumise cette partie de la classe ouvrière.

Comme nous l'avons écrit dans un tract diffusé lors de l'assassinat de Vitry, *Qui a tué Kader?* « Pas seulement une balle de fusil, mais les bourgeois qui vivent de la concurrence entre les travailleurs, de la division entre le jeune et le vieux, l'homme et la femme, le français et l'immigré, et font de chaque prolétaire un ennemi pour son voisin. » (...)

« Les responsables, ce sont les larbins de la bourgeoisie, les faux partis ouvriers et les chefs syndicaux collaborateurs qui ont enlevé toute perspective de lutte à la classe ouvrière et cherchent à la priver de toute capacité de riposte. Ce sont ceux qui montrent que l'ennemi de la classe ouvrière ce n'est pas la bourgeoisie, ses flics et son Ordre infâme, mais ceux qui « troublent l'Ordre » et la « paix publique », ceux qui se révoltent. Les responsables, ce sont ceux qui désignent comme l'en-

« *l'ennemi de l'ouvrier le jeune prolétaire qui se révolte, l'immigré qui combat la discrimination, ou le travailleur en grève, bref l'ouvrier qui lutte!* »

« *Dans les grandes banlieues ouvrières, comme à Vitry et Valenton ce sont naturellement les municipalités de gauche, PCF en tête, qui sont les artisans les plus voyants et zélés de cette politique criminelle.* »

« *En effet ne voit-on pas à Vitry depuis 2 ans se poursuivre une campagne ignoble pour demander plus de flics, davantage de moyens répressifs, un commissariat, « un véritable îlotage, et le renforcement du gardiennage. » (Vitry HAD de novembre 1979). »* »

Cette volonté de renforcer l'appareil de l'Etat, donc la dictature de la bourgeoisie, montre la parfaite convergence de fond entre les opportunistes et les bourgeois qui veulent, comme nous l'expliquons dans le tract diffusé à Strasbourg lors de l'assassinat de Yacid Naili : « *défendre au mieux les intérêts de l'Etat et du capitalisme français, renforcer le contrôle de l'immigration, éviter toute explosion sociale en canalisant le mécontentement vers les élections, préparer la future guerre impérialiste, renforcer l'arsenal juridique et policier pour mieux assurer une sanglante « paix sociale ». Il n'est pas possible de rester sans réagir devant ces faits et face à la répression bourgeoise, qu'elle soit légale ou parallèle. Nous ne pouvons accepter que le chauvinisme et le racisme, armes aux mains*

de la bourgeoisie, divisent les rangs de la classe ouvrière et se retournent contre nos frères immigrés.

Nous savons bien qu'on ne peut pas compter sur une justice dévouée à la propriété privée et aux patrons.

Seule l'action et l'organisation de la classe ouvrière pourra nous défendre efficacement et venger toutes les victimes » des ratonnades et de l'ordre bourgeois.

Car si la bourgeoisie éprouve tant le besoin de terroriser et d'intimider la classe ouvrière, c'est qu'elle a peur de la force qu'elle peut avoir quand elle est unie sur ses intérêts de classe, quand la haine du flic et du bourgeois se cristallisent dans une organisation de lutte. « *Dans les syndicats comme hors des syndicats, dans les entreprises et dans les quartiers, il faut préparer et organiser une véritable AUTO-DEFENSE OUVRIERE, capable de s'opposer à ce « comité de défense armé de la bourgeoisie » qu'est l'Etat, son armée, sa police, sa justice, ses nervis d'extrême-droite »* (tract de Strasbourg).

Le besoin de se préparer à renverser le rapport de forces, suppose un travail long et patient, ingrat, pauvre en résultats spectaculaires, un travail qui ne peut et ne pourra que s'opposer à ceux qui appellent les exploités à s'unir avec ces chiens de garde de bourgeois que sont les « démocrates », les partis « de gauche » et les directions syndicales à leur botte.

Vient de paraître

Dans les brochures

« Le Prolétaire »

Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration

Au sommaire

1. Capitalisme et immigration.
 2. L'offensive bourgeoise contre les travailleurs immigrés.
 3. La signification de classe de la lutte contre le contrôle de l'immigration et pour l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés.
 4. La politique criminelle du réformisme social-chauvin.
 5. Les voies de garage du gauchisme et de l'anti-impérialisme démocratique.
 6. Les travailleurs immigrés sur le chemin de la reprise de la lutte de classe.
- Appendice.

Commandes au « Prolétaire »

52 pages - Prix : 5 F

*

il programma comunista

*

Kommunistisches Programm

*

El Comunista

La grève de la sidérurgie britannique

Craintes pour le « tissu social »

Dans la sidérurgie britannique, touchée à son tour, après la France et l'Allemagne, par la crise mondiale du secteur, la bourgeoisie anglaise n'a pas réussi l'opération British Leyland : faire contresigner par les ouvriers eux-mêmes leur propre licenciement, au nom des intérêts de l'entreprise et d'une illusoire sécurité d'emploi pour ceux qui restent. La grève commencée depuis décembre n'a pas encore été enterrée malgré les efforts conjugués des syndicats, de l'Etat et du patronat. De part et d'autre, on exprime publiquement la crainte qu'elle n'entraîne de fâcheux craquements dans le tissu social. Les travaillistes ont déploré l'intransigeance du président de la société nationalisée, et son « obsession idéologique », propre à accélérer ces fatals craquements. De leur côté, les conservateurs en profitent pour essayer de faire avancer les projets de lois anti-grève que Mrs Thatcher a hérités tout chauds de ce même gouvernement travailliste, et de sa « femme de fer » personnelle, l'ex-ministre du travail Mrs Castle.

L'actuelle loi Prior prévoit des sanctions contre tout piquet de grève devant des entreprises annexes non officiellement en grève. Les sanctions pourraient dépasser les « simples » (et massives) amendes pour grève illégale pratiquées au Danemark, au Canada ou en RFA : la loi Prior prévoit même la confiscation des fonds syndicaux (respect de la propriété privée, que deviens-tu !). Dans la grève en cours, le gouvernement a donné de strictes consignes contre les piquets « illégaux », consignes qui ont provoqué des affrontements avec la police dans le Kent le mois dernier.

Comme partout dans le monde, face à la crise et au retard de la réaction ouvrière, la bourgeoisie britannique s'efforce de prendre les devants, en grignotant par une série de mesures législatives « complémentaires » le droit de grève arraché par des dizaines d'années de lutte.

Elle préférerait toutefois, comme toutes les bourgeoisies expérimentées, éviter les affrontements déchirants, passer par les appareils syndicaux pour amortir les chocs, et obtenir

une « autodiscipline » de la classe. Mrs Thatcher a beau couvrir d'injures bibliques les syndicats, même ses amis conservateurs souhaiteraient un peu plus de modération, et le maintien d'une façade « sociale » plus conciliante, alors que l'inflation atteint les 20 % et que les licenciements massifs touchent même les catégories ouvrières naguère relativement protégées. Les TUC, de leur côté, ont fait, de leur propre aveu, un « geste de bonne volonté » en proposant 17 % d'augmentation (les mineurs en demandaient 25), sensible pas en arrière dans la direction du patronat, qui, lui, irait jusqu'à 14 % : encore un effort messieurs ! L'inquiétude commune devant la tenacité de la grève devrait rapprocher encore ces défenseurs du « tissu social ». Mais ce dont les réactions ouvrières ont absolument besoin, et qui fait défaut en Grande-Bretagne aussi depuis de longues décennies, c'est d'un tissu d'organisations autonomes qui leur permette de faire de leurs luttes autre chose qu'une protestation sans lendemain.

Une exigence de la lutte de classe

Lutter contre les discriminations qui frappent la femme prolétaire

Dans un rapport (*Pour une politique du travail féminin*, n° 15) remis en octobre 79 au Ministère du Travail et au Secrétariat d'Etat à l'emploi féminin, la bourgeoisie se donne un panorama très complet des spécificités de l'exploitation du travail féminin. Nous n'en retiendrons que les éléments les plus marquants :

• **Ceux concernant l'intensité de l'activité féminine, et celle du chômage**

En 1978 le taux global d'activité féminine continue d'évoluer autour de la barre des 30 %, niveau plus ou moins atteint depuis le début du siècle, même si la structure des emplois occupés a subi de profonds bouleversements. Alors que les femmes représentent 37,7 % de la population active (8,3 millions sur un total de 22 millions en 78), elles constituent le gros du bataillon des chômeurs inscrits, soit 52,5 % des demandeurs d'emploi non satisfaits.

• **Ceux concernant les salaires** (les statistiques portent sur les salariés à temps complet)

En 1977, 77,9 % des femmes percevaient un salaire mensuel inférieur à 2.680 francs contre 50,6 % des hommes. L'écart moyen entre les salaires versés aux deux sexes est de 33 % (mais, ne désespérons pas, aux USA il est de 40 %). En dehors du fait qu'elles subissent une déqualification systématique (attribution de postes de moindre qualification) les femmes bénéficient moins souvent de primes liées à l'ancienneté et aux travaux pénibles. Non qu'elles n'en effectuent pas (65 % des ouvrières sont OS ou manœuvres, — on apprécie en effet leur « qualité de rapidité d'exécution » —, 60 % des salariées occupent un emploi peu ou non qualifié, 84,6 % de ce qu'on nomme le « personnel de service » sont des femmes...), mais cette pénibilité est sans doute naturellement asso-

ciée aux particularités de l'emploi féminin et aux qualités propres à ce sexe !

• **Ceux concernant la précarité du travail féminin**

Moins souvent salariées, plus souvent chômeuses, les femmes prolétaires sont aussi la cible privilégiée de ce régime de travail qui se développe avec la dégradation du marché de l'emploi, nous parlons des contrats à durée déterminée, des contrats intérimaires et du travail à temps partiel : 67 % de celles qui ont perdu un emploi à durée non déterminée ont retrouvé un emploi à durée non déterminée, mais 62 % de celles qui ont perdu un emploi à durée déterminée ont retrouvé un emploi à durée également déterminée. En mars 1978, 82 % des travailleurs à temps partiel étaient des femmes (79,1 % en mars 77). De mars 72 à mars 77 la proportion des hommes travaillant à temps partiel est passée de 1 % à 1,6 %. Pour les femmes l'évolution a été de 9,7 % à 13,1 % pour la même période (15,3 % en 78). Ces chiffres émanent du Commissariat au Plan.

Des enquêtes régionales ont été menées sur le thème des discriminations à l'embauche, d'où il ressort que « la discrimination de loin la plus importante est celle relative au sexe ».

En 1972 une loi a été votée sur l'égalité des rémunérations, en 1975 une autre loi a été votée sur l'embauche et les licenciements. Elles sont restées lettre morte.

Le capitalisme vit et prospère sur ces discriminations, et le mouvement ouvrier est dirigé par des traitres qui ne mènent aucune lutte réelle pour liquider les divisions nées du sexe, de l'âge, de la catégorie, de la nationalité. La lutte pour l'égalité de tous les prolétaires concerne toute la classe ouvrière. Elle ne pourra être victorieuse que placée sur un terrain véritablement classiste !

el-oumami n° 8 (mars 1980)

N° 8 (FEBRIER-MARS 1980)

En langue arabe :

- Golfe : une sonnette d'alarme pour eux et pour nous.
- Immigration : porter la lutte sur un terrain de classe.
- Le programme des « Fedayin » iraniens ou les limites du démocratie petit-bourgeoise.
- L'intervention russe en Afghanistan.

En langue française :

- Pas d'« issue nationale » à la crise du capitalisme !
- Le capitalisme algérien à l'heure des « bilans ».
- La santé se porte bien en Algérie.
- La signification des événements de Gafsa.
- Portée et limites du mouvement de résistance sahraoui.
- L'impérialisme russe en Afghanistan.
- Affrontements de classes ouverts en Turquie.
- C'est le capitalisme qui engendre la famine !
- Bilan des luttes anti-coloniales.
- L'extrême gauche « anti-sioniste » et la question palestinienne.

programme communiste
EL PROGRAMA COMUNISTA

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit les 10 mars, 14 avril, etc., de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 15 mars, 5 et 19 avril, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 16 mars, 6 et 20 avril, etc.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 2, 16 et 30 mars, etc.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleury le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 16 mars, 6 et 20 avril...

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 16 et 30 mars, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 6 avril et 4 mai, etc.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 8 et 22 mars, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 16 mars, 20 avril, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 9 et 23 mars, etc.

• A Valence : le 3^e dimanche de chaque mois de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 16 mars, 20 avril, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE

J.A. BP 189

1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché

1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »

232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926